

Madame la Secrétaire d'Etat en charge du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Economie sociale et solidaire,

Je vous remercie de votre présence à notre Assemblée générale qui se tient dans le cadre de nos Journées de la construction.

Elles coïncident cette année, avec les 70 ans de notre organisation professionnelle.

Votre présence témoigne de l'intérêt que vous portez à notre secteur et à notre organisation professionnelle.

Madame la secrétaire d'Etat, au cours des dernières semaines, je dois bien l'avouer, nous avons été troublés.

Aux côtés de l'UPA, alors que nous nous battions contre le projet de loi Sapin II, sur lequel je reviendrai dans quelques instants, votre silence nous a fait mal.

Nous aurions souhaité vous avoir clairement à nos côtés pour défendre nos intérêts.

Pourtant, nous nous sommes largement exprimés sur ce projet de loi.

En l'absence de votre prise de position, je suis conduit à vous redire de vive voix ce que nous défendons depuis maintenant plusieurs semaines : « Ce que nous n'admettions pas dans le projet de loi Noé

qui au passage détricote le rapport Grandguillaume et la loi Pinel - et bien nous ne l'admettons pas plus dans le projet de loi Sapin II.

Ce n'est pas parce que le projet de loi a changé de nom que nous avons changé d'avis !

La proposition de réforme de la qualification professionnelle est inacceptable en l'état.

Le texte proposé dévalorise les métiers du bâtiment et de tout l'artisanat.

Il est dangereux pour les consommateurs et les professionnels eux-mêmes.

Il ne créera pas d'emplois et il affaiblira l'apprentissage.

Ce projet de texte est contraire à tous les objectifs de valorisation des métiers de l'artisanat et des professions qui en font la richesse et freinera la transmission des entreprises.

Madame Pinville, un métier qui n'a pas besoin de qualification pour être exercé n'est tout simplement pas un vrai métier.

Madame la secrétaire d'Etat, nous ne pouvons pas comprendre cette obstination du Gouvernement à ce sujet.

Mais ce n'est malheureusement pas notre seul sujet de mécontentement.

Les dispositions permettant, certes de manière déguisée, le quasi doublement pendant deux ans (voire trois ans) du plafond de chiffre d'affaires des microentreprises ne sont pas acceptables.

De telles dispositions, si elles devaient être adoptées, accorderaient un avantage fiscal aux microentreprises au détriment des entreprises artisanales du bâtiment.

Pas de TVA jusqu'à 65 800 euros de chiffre d'affaires dans le bâtiment : c'est inacceptable !

Que dire de l'impact d'une telle mesure en termes de recette de TVA perdues ?

Nous ne voulons pas non plus des mesures relatives au stage préalable à l'installation qui si elles étaient adoptées réduiraient inévitablement les chances de survie de des nouvelles entreprises.

Il faut donc conserver à ce stage son caractère obligatoire et nous réitérons notre proposition de collaboration avec vos services pour travailler à son évolution, et notamment adapter son contenu aux réalités de nos professions.

Sachez, madame Pinville, que le mécontentement est grand sur le terrain.

Je souhaite que les dispositions nous concernant dans le projet de loi Sapin II ne constituent pas la goutte d'eau qui fasse déborder le vase.

En conclusion sur ce sujet, à la Capeb il est coutume de dire : « *Quand une loi est mauvaise, il faut la changer.* »

Alors, madame la secrétaire d'Etat : ce qui vaut pour une loi vaut pour un projet de loi. Et, il est moins énergivore et moins coûteux pour tout le monde de changer un projet de loi qu'une loi...

Nous comptons sur vous.

J'en viens au RSI.

En la matière, il ne s'agit pas de changer une loi ni un projet de loi, mais d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité du RSI au service de ses 6,8 millions d'assurés.

Il faut mettre un terme aux dysfonctionnements encore trop nombreux, même s'ils sont aujourd'hui moins nombreux.

Le RSI s'est mobilisé et continue de se mobiliser pour améliorer la situation de ses assurés. Grâce au programme « 20 engagements pour la qualité de service » d'importants progrès ont été accomplis :

la simplification du calendrier des cotisations, qui a incontestablement un effet bénéfique sur la trésorerie des entreprises ;

l'accélération du remboursement du trop versé de cotisations par les cotisants ;

la mise en place de 100 médiateurs départementaux pour favoriser les relations entre les assurés ;

l'évaluation et l'ajustement des cotisations dès la déclaration de revenu sur internet, avec le calcul des droits acquis ;

l'instauration d'un barème de cotisations simplifié (2 désormais, contre 5) ;

la validation minimale de trois trimestres de retraite ;

la mise en place du mi-temps thérapeutique...

Je ne veux pas dessiner un portrait idyllique de notre régime, mais force est de constater, ensemble, que le RSI se mobilise pour dispenser un meilleur service et être plus à l'écoute de ses assurés.

Cependant pour aller plus loin, pour être encore plus efficace, le RSI a besoin du soutien plein et entier des Pouvoirs publics, en particulier de votre secrétariat d'Etat pour, dans le cadre de la convention d'objectifs de gestion Etat/RSI 2016-2019 pour que des moyens humains et informatiques lui soient attribués afin qu'il puisse faire son travail dans de bonnes conditions.

Nous avons également besoin de vous pour :

uniformiser et simplifier le barème des cotisations ;

et pour expertiser la faisabilité d'une réforme des assiettes fiscale et sociale.

En complément, là encore, c'est de votre recours, aidez-nous à clarifier les choses aux yeux des travailleurs indépendants.

Soutenez-nous, lorsque nous affirmons haut et fort que ce n'est pas le RSI qui fixe le niveau des charges dues par les travailleurs indépendants.

Rappelons enfin, que le RSI n'est que l'opérateur de l'Etat et qu'à ce titre, il n'a d'autre choix que de respecter les consignes qui lui sont fixées.

De ce fait, il ne peut être tenu responsable des augmentations de cotisations sociales.

Il faut nous aider à faire passer ces messages de vérité, afin de clarifier les choses, d'éviter les amalgames et de couper court aux mouvements contestataires qui se nourrissent de l'ignorance des uns et des autres.

Maintenant, madame le secrétaire d'Etat, j'en viens à un acte manqué.

Je vous rassure : pas de votre fait.

Mais pouvez-vous nous dire quand les élections aux Chambres de métiers et de l'artisanat pourront-elles se tenir ?

Initialement, elles devaient être organisées en octobre prochain.

Elles devaient nous permettre de renouveler nos représentants dans ces instances.

Mais force est de constater, que le décret indispensable au déroulement de ces élections n'est pas paru en temps et en heure pour qu'elles puissent se dérouler comme prévu.

Pourquoi ? Pour quelles raisons ?

Nous nous interrogeons !

Tout d'abord, nous sommes inquiets, avec l'UPA, de la baisse annoncée de la place majoritaire accordée à la liste arrivée en tête aux élections.

Nous avons tous besoin, vous et nous, d'une majorité de gestion stable dans les Chambres de métiers et de l'artisanat, pour faciliter les prises de décision.

Et que penser encore de l'abandon de la procédure de vote électronique dans le cadre de ces élections ?

Sommes-nous trop ringards pour bénéficier de ce mode de suffrage qui aurait pourtant l'immense intérêt de permettre à un plus grand nombre de voter ?

Dans un tout autre domaine, madame la secrétaire d'Etat, pouvez-vous nous dire où nous en sommes de la procédure de labellisation des pôles d'innovation, initiée maintenant depuis plus de dix-huit mois ?

Je pense ici plus particulièrement au renouvellement de la labellisation d'Iris-ST qui se consacre intégralement aux questions de santé et de sécurité des artisans du BTP et qui fait, je tiens à le signaler, un travail remarquable.

Nous sommes toujours dans l'attente de sa labellisation et tout aussi important, du montant de l'aide que vous voudrez bien lui accorder.

Iris-ST, comme nombre de pôles, est une structure fragile.

Sans l'aide de l'Etat son action risquerait d'en être affectée au détriment des centaines de milliers d'artisans du BTP, de leur conjoint et de leurs salariés.

Là encore, je compte sur vous pour que vous puissiez nous apporter des éléments de réponse aussi rapidement que possible.

Enfin, madame la secrétaire d'Etat, je voudrais finir en évoquant le décret relatif aux marchés publics paru le 25 mars dernier.

Et je dois l'admettre, plusieurs dispositions vont dans le bon sens.

Tel est le cas avec la possibilité pour les maîtres d'ouvrages publics de limiter le nombre de lots par candidat.

Tel est encore le cas avec la mise en place de l'agrément des conditions de paiement des sous-traitants ou encore avec la possibilité - et c'est nouveau - de rejeter une offre anormalement basse lorsqu'elle contrevient aux obligations applicables dans les domaines du droit de l'environnement...

Même si nous souhaitons toujours rendre la détection des offres anormalement basses systématiques.

Au chapitre des points positifs de ce décret, je citerai également : le maintien du seuil du paiement direct du sous-traitant fixé à 600 euros TTC.

Toutes ces avancées, aussi petites soient-elle, n'ont peut-être l'air de rien prises individuellement, mais mises bout à bout, elles ont du sens et nous facilite quelque peu l'accès aux marchés publics.

Mais vous me voyez venir : la perfection n'étant pas de ce monde, ce décret n'est pas parfait, loin s'en faut.

Ainsi, en est-il du principe « allotir ou justifier ». Même s'il est repris dans le décret, il est soumis à conditions et il reste trop bridé.

De même, pour les marchés de partenariat, les critères d'urgence et de complexité n'ont pas été réintroduits.

Et que dire de leur seuil fixé à 5 millions d'euros ? Si ce n'est qu'il est bien trop bas !

Rappelons, encore et encore, que nos entreprises n'ont pas la capacité de proposer des contrats de partenariat qui, au passage, conduisent parfois à bien des déconvenues en termes notamment de qualité des travaux réalisés.

Notons également l'absence d'encadrement de la négociation dans les marchés à procédure adaptée (Mapa) et le fait que l'évaluation préalable n'ait pas été rendue obligatoire pour les projets de marché inférieur à 100 millions d'euros HT.

Soit autant de dispositions qui risquent d'empêcher bon nombre d'entreprises artisanales de répondre aux marchés publics.

Voilà madame la secrétaire d'Etat, ce que je voulais vous dire, ce que nous voulions vous dire, nous les artisans du bâtiment.

Nous attendons vos réponses.

Plus que cela, nous attendons votre soutien dans nos combats.

Ils sont légitimes.

Ils n'ont rien d'exubérant.

Ils concernent au plus près la vie de nos entreprises.

Je vous remercie.